



L'agriculture en 2029

Comment la pénurie de main-d'œuvre déterminera le destin du secteur au Canada

L'écart de plus en plus important entre les besoins de main-d'œuvre et les effectifs nationaux disponibles dans le secteur agricole* canadien posera des défis pour cet élément essentiel de l'économie canadienne dans les prochaines années.

Introduction

Les secteurs agricole et agroalimentaire, qui regroupent la production agricole primaire, l'aquaculture, la transformation des aliments et des boissons, les fournisseurs d'intrants et de services, la distribution alimentaire, la vente au détail, la vente en gros et le secteur de la restauration, représentent une force économique importante au Canada. Ces secteurs d'activité emploient plus de deux millions de Canadiens et représentent un emploi sur huit au sein de l'économie canadienne, soit 12 % du total des emplois au Canada. Ils

rapportent plus de 122 milliards de dollars annuellement, soit 6,3 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada¹. Comme la demande mondiale à l'égard des produits alimentaires et agricoles canadiens augmente, cette contribution à l'économie devrait aussi augmenter.

Le secteur agricole canadien englobe 11 industries agricoles clés : l'apiculture, l'aquaculture, le bœuf, les produits laitiers, les fruits de champs et légumes, les céréales et les oléagineux, les serres, les pépinières et la floriculture, la volaille et les œufs, le mouton et la chèvre, le porc, ainsi que les fruits de verger et de vigne. Sans un secteur primaire prospère, c'est l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire qui est menacé.

¹ Consulter le tableau 36-10-0434-01 dans CANSIM.

* Dans les données tirées de l'information sur le marché du travail, le secteur agricole canadien est divisé en 11 domaines de production : 1) apiculture; 2) aquaculture; 3) bœuf; 4) produits laitiers; 5) fruits de champs et légumes; 6) céréales et oléagineux; 7) culture en serre et en pépinière et floriculture; 8) volaille et œufs; 9) mouton et chèvre; 10) porcs; 11) fruits de verger et vigne.

Toutefois, ce secteur se heurte à des difficultés liées à la main-d'œuvre qui menacent sa croissance. Le manque persistant de travailleurs, surtout de travailleurs possédant les bonnes compétences et habitant les régions où sont offerts les emplois agricoles, représente la plus grande préoccupation des employeurs agricoles et des intervenants du secteur.

En 2017, le secteur agricole canadien employait **348 560 personnes.**

Il est resté **16 500 postes** non pourvus dans le secteur agricole, ce qui lui a coûté **2,9 milliards de dollars**, soit **4,7 %** des ventes.

D'ici 2029, **123 000 postes** de plus ne pourront être pourvus par des travailleurs canadiens dans le secteur.

En 2017, le secteur agricole canadien a été incapable de trouver suffisamment d'employés qualifiés, et 16 500 emplois n'ont pas été pourvus en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Cette pénurie a entraîné des pertes et des retards de production, ainsi que des pertes de ventes de 2,9 milliards de dollars.

D'ici 2029, le secteur agricole canadien devrait connaître une solide croissance de la productivité et une demande croissante

de main-d'œuvre. L'offre de main-d'œuvre agricole du secteur devrait toutefois diminuer au cours de cette période, ce qui doublera presque le déficit de travailleurs et accentuera les problèmes de main-d'œuvre au cours des prochaines années.

Tendances en matière de main-d'œuvre

Entre 1997 et 2017, le secteur agricole canadien a connu les plus forts gains de productivité de tous les grands secteurs du pays.

Durant la deuxième moitié de cette période, le secteur agricole canadien a subi d'importants changements et de plus en plus d'exploitations ont été regroupées, ce qui a mené à des fermes moins nombreuses, mais beaucoup plus grosses. La gamme de produits dans le secteur agricole a également changé, car les exploitants agricoles se sont adaptés aux conditions changeantes du marché et ont su tirer parti de la technologie afin d'optimiser la valeur des terres arables du Canada. De plus, le secteur a enregistré une augmentation rapide de la productivité; les exploitants produisent désormais beaucoup plus avec moins de main-d'œuvre.

Les effets du regroupement des fermes et de l'augmentation de la productivité ont aidé à réduire le besoin de main-d'œuvre. Ainsi, la demande de main-d'œuvre dans le secteur a diminué entre 2007 et 2017, soit une baisse estimée à 0,7 % par année. Toutefois, comme



l'offre de travailleurs nationaux a diminué encore plus rapidement, la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur n'a cessé de croître. En 2007, le secteur comptait plus de 31 500 emplois en sus de la capacité en main-d'œuvre agricole nationale; en 2017, ce chiffre avait doublé, pour atteindre 63 000.

Selon notre enquête réalisée en 2018 auprès des employeurs agricoles :

- 47 % ont été incapables de trouver suffisamment d'employés;
- 55 % des employeurs ayant connu une pénurie de main-d'œuvre ont subi des pertes de ventes attribuables à cette pénurie;
- 34 % ont déclaré n'avoir reçu aucune candidature de travailleurs canadiens en réponse à leurs offres d'emploi.

Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre, le secteur agricole canadien a eu de plus en plus recours aux travailleurs étrangers. En 2017, le secteur a comblé plus des trois quarts de cette pénurie à l'aide de cette source de travailleurs, et plus d'un travailleur sur six au sein de la main-d'œuvre agricole du Canada (17 %) était un travailleur étranger. Malgré tout, il est resté 16 500 emplois non pourvus dans le secteur en 2017, soit l'équivalent de 5,4 % de l'effectif du secteur. Cette incapacité à pourvoir les emplois agricoles coûte au secteur la somme de 2,9 milliards de dollars en pertes de ventes, soit 4,7 % des ventes, et a d'autres conséquences importantes. Notre enquête a révélé que, chez les producteurs n'ayant pu trouver suffisamment de travailleurs, le propriétaire et les autres employés ont éprouvé un stress excessif dans 87 % des cas, que 57 % des producteurs ont connu des retards de production et que 55 % ont subi des pertes de production. La pénurie de main-d'œuvre influe également sur la croissance du secteur agricole canadien, alors que 46 % des producteurs canadiens déclarent avoir retardé ou annulé des plans d'expansion en raison d'un manque de travailleurs.

Prévisions du secteur

D'ici 2029, la croissance du marché mondial des produits agricoles canadiens devrait faire augmenter la demande de main-d'œuvre. En particulier, la demande alimentaire mondiale croissante, notamment à l'égard des protéines animales, sera un facteur important de croissance. De plus, la forte augmentation de la productivité du secteur devrait ralentir durant la période de prévision, ce qui fera augmenter davantage la demande de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, la demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole primaire canadien devrait augmenter en moyenne de 0,5 % par an au cours de la période de prévision.

En parallèle, la taille de la main-d'œuvre devrait diminuer, principalement en raison de la hausse du nombre de départs à la retraite et du faible nombre de jeunes travailleurs faisant leur entrée sur le marché du travail. Même si le vieillissement de la population active aura des répercussions sur l'ensemble des secteurs au Canada, la main-d'œuvre du secteur agricole est déjà beaucoup plus âgée que la moyenne des secteurs. De fait, plus de 17 % des travailleurs agricoles ont plus de 65 ans, alors que cette proportion est de 4 % pour l'ensemble de la main-d'œuvre. Il reste que 112 200 travailleurs du secteur devraient prendre leur retraite entre 2018 et 2029, soit l'équivalent de 37 % de la main-d'œuvre agricole actuelle, c'est-à-dire plus d'un travailleur sur trois.

La baisse du nombre de jeunes travailleurs qui sortent de l'école contribuera aussi de façon importante à la baisse de l'offre de main-d'œuvre dans le secteur dans les années à venir. Le nombre de Canadiens âgés de 15 à 24 ans devrait diminuer significativement ces cinq prochaines années, passant de 4,5 millions de personnes, sommet atteint en 2018, à environ 4,3 millions en 2024 avant de faire une légère remontée au cours des dernières années de la période de prévision. La répartition de la population de jeunes par rapport à la population totale du Canada passera de 12,3 % en 2018 à seulement 10,8 % d'ici 2029. De plus, cette tendance sera généralisée, étant donné que toutes les provinces ou presque devraient enregistrer un déclin de la population dans cette tranche

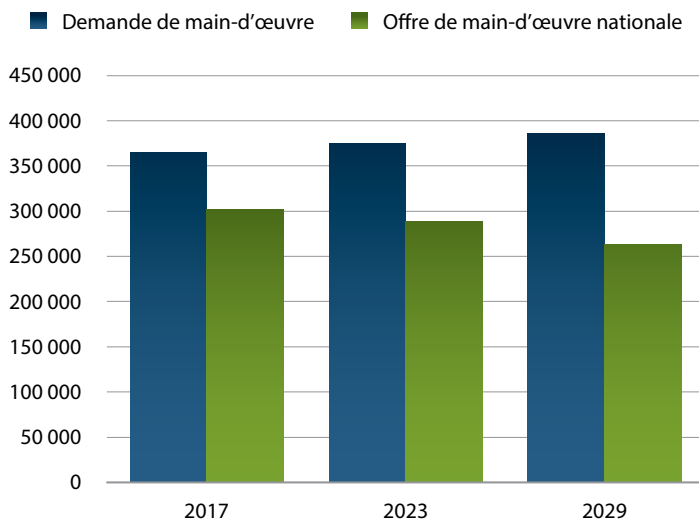


d'âge au cours de la période. L'Alberta et la Saskatchewan seront les deux seules exceptions. Malgré cela, il est fort probable que la plus grande partie des jeunes travailleurs dans ces provinces s'établiront dans les zones urbaines et non près des exploitations agricoles. En définitive, moins de personnes qui finissent leurs études chercheront du travail par rapport à ce à quoi nous sommes habitués.

En raison de ces tendances démographiques, on s'attend à ce que la rareté de main-d'œuvre double et qu'environ 123 000 emplois demeurent vacants d'ici 2029. C'est l'équivalent de 32 % de la demande de main-d'œuvre totale, c'est-à-dire plus d'un emploi sur trois.



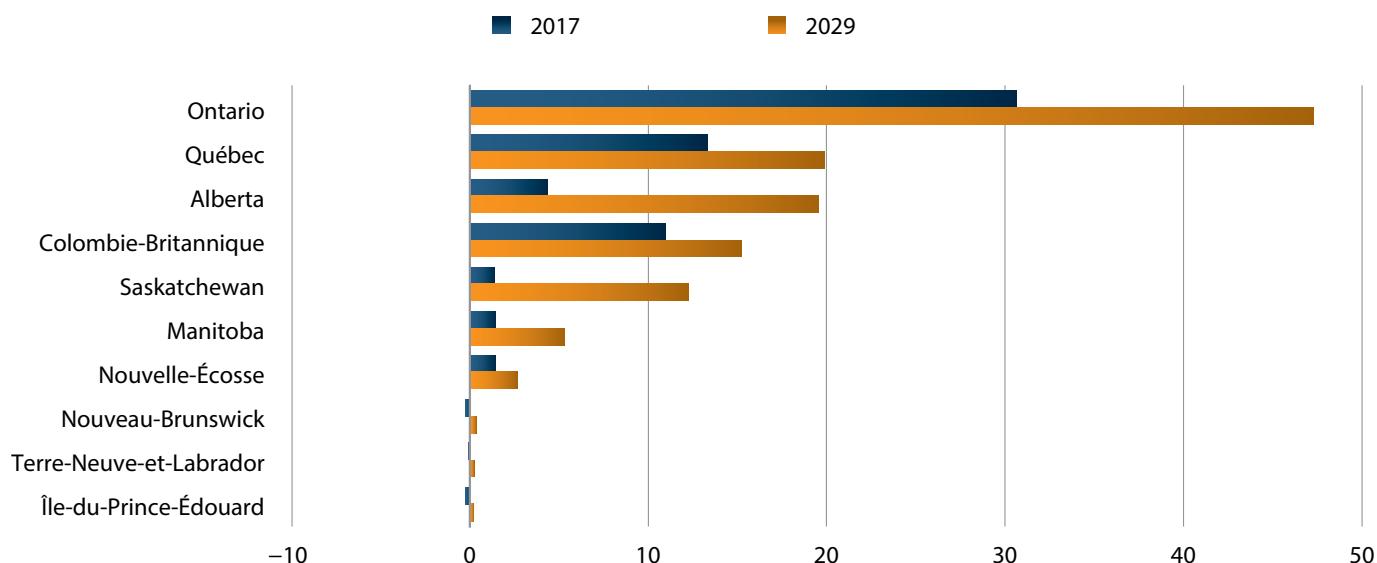
Le secteur agricole canadien est confronté à une pénurie croissante de main-d'œuvre



Aperçu à l'échelle provinciale

La pénurie de main-d'œuvre touchera chaque province de manière différente; en Ontario, par exemple, environ 47 300 emplois risquent de ne pas être pourvus d'ici 2029. L'Ontario détiendrait ainsi la plus grande part des emplois vacants de toutes les provinces, soit plus du double du Québec, la province comptant la seconde part la plus importante. Cependant, c'est en Alberta que la pénurie augmente le plus rapidement : entre 2017 et 2029, elle aura plus que quadruplé,

Pénurie de main-d'œuvre par province





main-d'œuvre la plus importante. Comptant 29 900 emplois de plus que la main-d'œuvre nationale disponible d'ici 2029, ce groupe de produits de base représentera le tiers de la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur. D'autres produits de base liés à l'horticulture continueront de souffrir d'une pénurie importante de main-d'œuvre. Toutefois, les producteurs de céréales et d'oléagineux et les éleveurs de bœufs enregistreront les plus fortes hausses en matière de pénurie de main-d'œuvre, et représenteront une grande part de l'augmentation de la pénurie de main-d'œuvre dans l'ensemble du secteur. De façon générale, les autres groupes de produits agricoles seront moins gravement touchés, bien qu'ils connaîtront tout de même une pénurie de main-d'œuvre non négligeable par rapport à la demande totale de main-d'œuvre. De son côté, l'industrie laitière représentera une faible part de la pénurie, et ses marchés du travail devraient être les plus équilibrés au cours de la période de prévision, une pénurie de main-d'œuvre de seulement 3 % de la demande totale.

passant de 4 400 emplois non pourvus à 19 600. Les parts de la pénurie de main-d'œuvre revenant à la Colombie-Britannique et à la Saskatchewan seront plus modérées, ces provinces comptant respectivement 15 200 et 12 300 emplois qui risquent de ne pas être pourvus. À l'opposé, on s'attend à ce que le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador affichent une pénurie de main-d'œuvre négligeable.

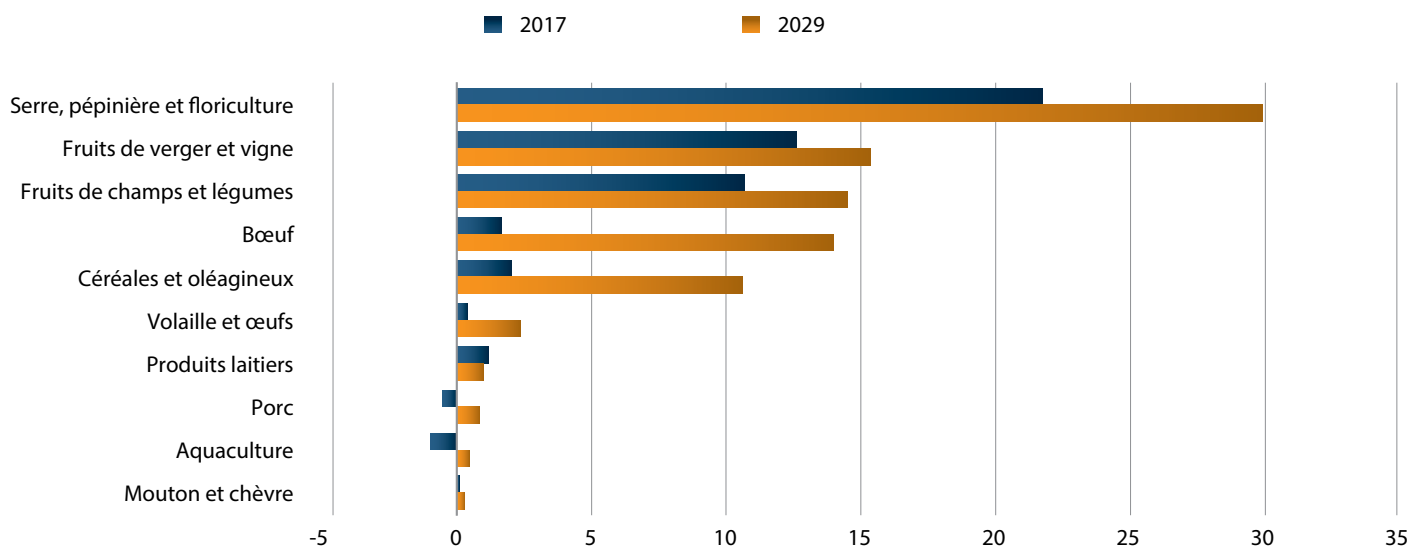
Survol des produits de base

Tous les groupes de produits de base connaîtront une pénurie de main-d'œuvre, mais à divers degrés. L'industrie de la culture en serre et en pépinière et de la floriculture continuera d'afficher la pénurie de

Relever le défi

Dans l'avenir, de fortes perspectives de production et un besoin croissant de main-d'œuvre dans le secteur agricole canadien coïncideront avec une diminution du bassin de travailleurs canadiens. D'ici 2029, le secteur sera confronté au fait que 32 % de ses emplois

Pénurie de main-d'œuvre par produit de base



ne pourront être pourvus par des travailleurs canadiens. Autrement dit, plus d'un emploi sur trois pourrait demeurer vacant.

Si l'on tient compte du fait qu'en 2017, une pénurie de main-d'œuvre de seulement 17 % a entraîné des pertes de ventes se chiffrant à 2,9 milliards de dollars, cette situation pourrait avoir des conséquences importantes sur la rentabilité du secteur et son potentiel de croissance.

Le secteur agricole fait face à un ensemble de défis uniques sur le plan de la main-d'œuvre.

- Le secteur se classe au deuxième rang des secteurs canadiens affichant les taux de roulement volontaire les plus élevés. En 2018, le taux de roulement volontaire était estimé à 10,3 %, ce qui est nettement supérieur au taux moyen de roulement volontaire de 7,1 % pour l'ensemble des secteurs au Canada.
- La capacité du secteur de recruter des travailleurs et de les maintenir en poste est entravée par des facteurs comme la saisonnalité et les horaires variables, le fait que bon nombre d'exploitations agricoles sont situées en région rurale, la concurrence des autres secteurs pour l'obtention de travailleurs, la nature physique du travail, et le manque de travailleurs ayant les compétences et l'expérience requises.

- La main-d'œuvre agricole étant plus âgée que la moyenne, on s'attend à une réduction de cette main-d'œuvre, en raison du départ à la retraite de 112 200 travailleurs (soit 37 % de la main-d'œuvre totale) entre 2018 et 2029.
- Toutes les provinces, à l'exception de l'Alberta et de la Saskatchewan, connaîtront une réduction du nombre de jeunes; malgré cela, il est probable que le plus grand nombre de jeunes travailleurs dans ces provinces s'établiront dans les zones urbaines, et non à proximité des exploitations agricoles.

Ces défis sont importants et nécessitent un effort coordonné de la part des employeurs agricoles, des ministères, des établissements d'enseignement, des conseils sectoriels et des autres intervenants. Les données recueillies sur le secteur et analysées dans le cadre de l'étude relative à l'information sur le marché du travail (IMT) ont permis de trouver des pistes de solutions correspondant aux constatations du Plan d'action sur la main-d'œuvre, une feuille de route publiée par l'équipe spéciale sur la main-d'œuvre à la suite de vastes consultations menées auprès d'intervenants de l'industrie, y compris des tables rondes sur la chaîne de valeur des produits de base, des associations industrielles, des établissements d'enseignement et des entreprises des secteurs agricole et agroalimentaire.





Voici quelques-unes des principales pistes de solutions définies par les intervenants de l'industrie et incluses dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre :

- Élargir l'accès aux travailleurs étrangers afin de compléter la main-d'œuvre nationale en baisse et de permettre aux employeurs d'obtenir la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour les activités de la haute saison.
- Attirer davantage de travailleurs canadiens en faisant la promotion du grand nombre d'emplois agricoles divers disponibles dans tout

le Canada, et en définissant des cheminements de carrière clairs pour les chercheurs d'emploi, les étudiants et les enseignants.

- Mieux faire connaître les carrières agricoles et améliorer les efforts de recrutement et de maintien en poste grâce à un outil collectif de promotion des carrières et de formation destiné aux chercheurs d'emploi, aux étudiants et aux enseignants.
- Accroître les connaissances et les compétences des travailleurs en améliorant la disponibilité et l'accessibilité des possibilités d'apprentissage, surtout dans les régions rurales où les exploitations agricoles ont tendance à être situées.
- Faire concorder les ressources de formation avec les besoins des milieux de travail, et répondre aux besoins de formation en cours d'emploi afin de s'assurer que les étudiants d'aujourd'hui peuvent répondre aux besoins de demain.
- Améliorer la gestion des ressources humaines en procurant aux gestionnaires et aux superviseurs le soutien, les connaissances et la formation dont ils ont besoin pour améliorer le recrutement, l'embauche et les moyens de maintien en poste.

Pour lire le rapport sur la question, ou accéder à d'autres fiches de renseignements et rapports nationaux, provinciaux et propres aux produits, visitez le www.AgriLMI.ca.

À propos de cette fiche de renseignements

Les données fournies dans cette fiche de renseignements sont tirées d'une mise à jour de l'étude relative à l'information sur le marché du travail (IMT) que le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA) a menée de 2014 à 2016. Les renseignements ont été recueillis de la façon suivante : modélisation de la demande et de l'offre de main-d'œuvre selon la province, le produit de base et la profession; enquête auprès de plus de 1 700 intervenants du secteur; validation des résultats à l'aide de webinaires ainsi que d'une présentation du groupe consultatif.

L'étude a été entreprise par le CCRHA, un organisme sans but lucratif national qui s'emploie à résoudre les problèmes liés aux ressources humaines avec lesquels sont aux prises les entreprises agricoles de tout le Canada. Pour obtenir plus de renseignements sur le Conseil et ses produits et services destinés au secteur agricole canadien, veuillez vous rendre à l'adresse suivante : www.cahrc-ccrha.ca/fr.

Références photographiques : Alberta Milk, Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture, Fédération canadienne du mouton, Cy Couturier, MOPANI, Pierre Pepin, Mary Robinson, Lydia Schouten, Lee Townsend, Casey Vander Ploeg